



# Assemblée générale

Distr. générale  
22 janvier 2020  
Français  
Original : anglais

## Conseil des droits de l'homme

### Quarante-troisième session

24 février-20 mars 2020

Point 5 de l'ordre du jour

Organes et mécanismes des droits de l'homme

## **Recommandations formulées par le Forum sur les questions relatives aux minorités à sa douzième session, consacrée au thème « L'éducation, la langue et les droits de l'homme des minorités »**

### **Rapport du Rapporteur spécial sur les questions relatives aux minorités\***

#### *Résumé*

Les recommandations qui figurent dans le présent rapport émanent principalement des débats et des contributions des participants à la douzième session du Forum sur les questions relatives aux minorités, qui s'est tenue les 28 et 29 novembre 2019 sur le thème « L'éducation, la langue et les droits de l'homme des minorités » et qui a donné lieu à quatre réunions-débats sur les sujets suivants : a) les droits de l'homme et l'éducation dans les langues minoritaires ; b) les objectifs de politique publique pour l'éducation dans les langues minoritaires et l'enseignement de ces langues ; c) les pratiques efficaces pour l'éducation dans les langues minoritaires et l'enseignement de ces langues ; d) la langue, l'éducation et l'autonomisation des femmes et des filles issues de minorités. Ces recommandations, qui sont fondées sur le droit international et les normes internationales, visent à fournir des orientations pour poursuivre la mise en œuvre de la Déclaration des droits des personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques.

\* Il a été convenu que le présent rapport serait publié après la date normale de publication en raison de circonstances indépendantes de la volonté du soumetteur.



## I. Introduction

1. Le présent rapport, qui a été établi en application des résolutions 6/15 et 19/23 du Conseil des droits de l'homme, contient les recommandations formulées à la douzième session du Forum sur les questions relatives aux minorités, qui s'est tenue les 28 et 29 novembre 2019 sur le thème « L'éducation, la langue et les droits de l'homme des minorités ». Le Rapporteur spécial sur les questions relatives aux minorités, Fernand de Varennes, a dirigé les travaux de la session, qui a été coprésidée par Anastasia Crickley et Astrid Thors. Elle a réuni quelque 600 participants, dont des représentants d'États, de mécanismes de l'ONU, d'organismes, d'institutions spécialisées et de fonds et programmes des Nations Unies, d'organismes et de mécanismes intergouvernementaux et régionaux actifs dans le domaine des droits de l'homme, d'institutions nationales des droits de l'homme et d'autres organismes nationaux compétents et d'organisations non gouvernementales nationales, ainsi que des représentants de minorités, des universitaires et des experts des questions relatives aux minorités.

2. Les recommandations formulées dans le présent rapport émanent principalement des débats et des contributions des participants à la douzième session du Forum et tiennent compte des contributions des participants aux trois forums régionaux qui ont été organisés sur le même thème par le Rapporteur spécial, sous la coordination de l'Institut Tom Lantos et d'autres organisations non gouvernementales, à Bruxelles (pour l'Europe)<sup>1</sup>, Bangkok (pour l'Asie et le Pacifique)<sup>2</sup> et Tunis (pour l'Afrique et le Moyen-Orient)<sup>3</sup>, et qui ont rassemblé près de 300 participants. Ces recommandations, qui sont fondées sur le droit international et les normes internationales, visent à fournir des orientations pour poursuivre la mise en œuvre de la Déclaration sur les droits des personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques.

3. Le cadre juridique et normatif applicable en matière de droits de l'homme est notamment constitué par la Déclaration universelle des droits de l'homme, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, la Convention relative aux droits de l'enfant, la Convention relative aux droits des personnes handicapées et la Convention-cadre du Conseil de l'Europe pour la protection des minorités nationales. En ce qui concerne plus précisément l'éducation dans les langues minoritaires, la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires est un autre instrument de référence.

4. Les recommandations formulées à la douzième session du Forum sont regroupées en quatre catégories correspondant aux quatre points de l'ordre du jour qui ont guidé les débats et :

- a) Visent à prendre en considération un large éventail de situations auxquelles font face les minorités linguistiques à travers le monde dans le domaine de l'éducation ;
- b) Mettent l'accent sur le fait qu'il incombe au premier chef à l'État de promouvoir et de protéger les droits de l'homme des minorités pour ce qui est de l'utilisation de leurs langues dans le système éducatif.
- c) Réaffirment que chacun, quelle que soit sa langue, doit jouir des droits de l'homme et des libertés fondamentales sans discrimination, et reconnaissent qu'il importe

<sup>1</sup> Le texte complet des recommandations issues du forum régional pour l'Europe, qui s'est tenu les 6 et 7 mai 2019 au Parlement européen à Bruxelles, est disponible à l'adresse [www.ohchr.org/Documents/Issues/Minorities/IntegratedEuropeRecommendations.pdf](http://www.ohchr.org/Documents/Issues/Minorities/IntegratedEuropeRecommendations.pdf).

<sup>2</sup> Le texte complet des recommandations issues du forum régional pour l'Asie et le Pacifique, qui s'est tenu à l'Université Mahidol les 20 et 21 septembre 2019 à Bangkok, est disponible à l'adresse [www.ohchr.org/Documents/Issues/Minorities/IntegratedAsiaPacificRecommendations.pdf](http://www.ohchr.org/Documents/Issues/Minorities/IntegratedAsiaPacificRecommendations.pdf).

<sup>3</sup> Le texte complet des recommandations issues du forum régional pour l'Afrique et le Moyen-Orient, qui s'est tenu à Tunis les 28 et 29 octobre 2019, est disponible à l'adresse [www.ohchr.org/Documents/Issues/Minorities/IntegratedAfricaRecommendations.pdf](http://www.ohchr.org/Documents/Issues/Minorities/IntegratedAfricaRecommendations.pdf).

pour cela de garantir le droit à l'éducation, y compris le droit à l'éducation dans la langue maternelle ;

d) Insistent sur l'importance de l'éducation dans la langue des minorités fondée sur les normes relatives aux droits de l'homme afin d'atteindre l'objectif 4 des objectifs de développement durable, à savoir « assurer une éducation de qualité, inclusive et équitable, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie pour tous ».

e) Soulignent à quel point il importe d'associer les minorités linguistiques et leurs représentants à l'élaboration des politiques et à la prise des décisions qui les concernent ;

f) Mettent en avant les avantages, pédagogiques et autres, de l'enseignement dans la langue maternelle des enfants, par opposition aux conséquences négatives qu'entraîne l'absence d'un tel enseignement pour beaucoup d'enfants appartenant à des minorités et d'enfants autochtones.

5. Ces recommandations prennent également en considération la contribution importante que peuvent apporter l'Organisation des Nations Unies, les organisations de la société civile, les représentants des minorités et d'autres acteurs à la promotion de l'éducation dans les langues minoritaires.

6. Les présentes recommandations sont destinées à être mises en œuvre partout dans le monde afin d'aider les États à mieux comprendre leurs obligations en matière de droits de l'homme relatives à l'éducation et aux minorités et à élaborer des stratégies visant à assurer le plein respect des normes universelles relatives aux droits de l'homme.

7. Elles ont également pour objet d'illustrer ou de compléter les principes généraux relatifs à l'éducation et à la langue énoncés par le Rapporteur spécial sur les questions relatives aux minorités dans la publication « Droits linguistiques des minorités linguistiques – Guide pratique pour leur mise en œuvre » de 2017<sup>4</sup>.

## II. Recommandations générales

8. Les États devraient ratifier tous les instruments internationaux et régionaux relatifs aux droits de l'homme qui ont pour objet de protéger et de promouvoir les droits des minorités, y compris ceux relatifs au droit à l'éducation dans la langue maternelle et l'enseignement de celle-ci.

9. Les États devraient assurer la pleine application de la Déclaration des droits des personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques, en particulier de la disposition qui précise que les personnes appartenant à des minorités ont le droit d'utiliser leur propre langue, en privé et en public, librement, et sans ingérence ni discrimination quelconque.

10. Tous les États, organisations internationales, organisations non gouvernementales, organisations de la société civile et autres entités qui s'occupent des droits des minorités devraient s'employer à faire connaître les bienfaits de l'éducation dans la langue maternelle, de l'enseignement de celle-ci et du multilinguisme.

11. Les États sont encouragés à considérer les utilisateurs de la langue des signes comme appartenant à une minorité linguistique et à garantir une éducation en langue des signes pour la communauté sourde dans la mesure du possible.

12. Les représentants des États, des institutions nationales des droits de l'homme et de la société civile sont invités à recourir aux mécanismes des droits de l'homme de l'ONU, notamment les procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme, l'Examen périodique universel, les organes conventionnels et les autres instances appropriées, pour assurer un accès à l'éducation dans les langues minoritaires et l'enseignement de ces langues.

<sup>4</sup> Voir [www.ohchr.org/Documents/Issues/Minorities/SR/LanguageRightsLinguisticMinorities\\_FR.pdf](http://www.ohchr.org/Documents/Issues/Minorities/SR/LanguageRightsLinguisticMinorities_FR.pdf).

13. Les institutions nationales des droits de l'homme devraient prendre des mesures pour promouvoir l'éducation dans les langues minoritaires et l'enseignement de ces langues dans leurs pays respectifs.

14. Les États devraient créer un environnement sûr et favorable pour permettre aux représentants de la société civile de mener leur action en faveur des droits de l'homme des minorités dans le domaine des langues et de vérifier que les États s'acquittent de leur obligation de garantir un accès à l'éducation dans les langues minoritaires et l'enseignement de ces langues.

15. Les États sont encouragés à renforcer la coopération internationale et régionale afin de mettre en commun les compétences, les connaissances et les bonnes pratiques en matière d'éducation dans les langues minoritaires et d'enseignement de ces langues.

16. Dans la mesure du possible, l'éducation dans les langues minoritaires et l'enseignement de ces langues devraient s'appuyer sur la culture et inclure l'art, comme le théâtre, la peinture, la musique et le cinéma.

17. Il conviendrait également, dans la mesure du possible, de mettre différentes méthodes d'apprentissage, comme l'enseignement à domicile ou à distance, les nouvelles technologies, y compris les réseaux sociaux, les applications mobiles et d'autres outils en ligne, au service de l'éducation dans les langues minoritaires, de l'enseignement de ces langues et de la préservation des cultures qui y sont associées.

### **III. Recommandations visant à promouvoir l'éducation dans les langues minoritaires selon une approche fondée sur les droits de l'homme**

18. Les États devraient prendre les mesures nécessaires pour lutter contre la discrimination à l'égard des minorités et garantir les droits de l'homme et les libertés fondamentales de tous, dans des conditions d'égalité, notamment en reconnaissant et en respectant le fait que les droits linguistiques font partie intégrante des droits de l'homme.

19. Les États devraient garantir l'accès à l'éducation dans les langues minoritaires et l'enseignement de ces langues, afin de garantir l'égalité entre les personnes de différentes origines linguistiques.

20. Les États devraient encourager les activités visant à faire prendre conscience de l'importance de l'éducation dans la langue maternelle pour les minorités, leur identité et leur culture, ainsi que des bienfaits de ce type d'éducation et du multilinguisme.

21. Les États devraient promouvoir le dialogue et la tolérance entre les différentes minorités nationales et instaurer des conditions propices à l'enseignement, à l'apprentissage et à l'utilisation de leurs langues.

22. Les États devraient veiller à ce que l'enseignement des langues minoritaires soit dispensé dans des cadres institutionnels garantissant le respect de la diversité linguistique et culturelle, sans discrimination, stigmatisation ou discours de haine à l'égard des minorités.

23. Les États devraient considérer que les membres de la communauté sourde, les peuples autochtones ou les communautés de migrants peuvent constituer des minorités linguistiques et, en tant que telles, demander de recevoir une éducation dans leurs langues et un enseignement de celles-ci.

24. Les enfants sourds devraient pouvoir exercer leur droit fondamental de recevoir une éducation en langue des signes et avoir les mêmes possibilités d'éducation que tout autre enfant.

25. Les États devraient prendre conscience de l'importance des environnements d'apprentissage respectueux et habilitants qui incluent les langues minoritaires et promouvoir leur mise en place pour assurer le plein épanouissement des personnes et

renforcer leur capacité de participer véritablement à la vie sociale, politique, économique et culturelle et de prendre des décisions éclairées.

26. Les États devraient veiller à ce que les minorités linguistiques ne fassent pas l'objet de discrimination, d'oppression ou d'intimidation du fait de l'utilisation de leur langue maternelle et de son enseignement.

27. Les États devraient veiller à ce que l'éducation dans les langues minoritaires et l'enseignement de ces langues ne fassent l'objet d'aucune restriction. Ils devraient veiller à ce que les minorités ne fassent pas l'objet d'une assimilation forcée notamment par une interdiction de l'éducation dans leur langue maternelle ou de l'enseignement de celle-ci.

28. Dans les cas où les États ne respectent pas leurs obligations internationales en matière de droits de l'homme pour ce qui est de l'éducation dans les langues minoritaires et de l'enseignement de ces langues, les minorités et les organisations de la société civile sont encouragées à saisir les instances judiciaires et administratives nationales, et s'il y a lieu, les organes et mécanismes régionaux et internationaux des droits de l'homme.

29. Les États Membres devraient envisager d'élaborer un instrument juridique international relatif aux droits de l'homme des minorités, qui inclurait des dispositions sur les droits des minorités en matière d'éducation dans leur langue et d'utilisation de celle-ci, en consultation avec le Rapporteur spécial sur les questions relatives aux minorités et d'autres parties prenantes.

#### **IV. Recommandations visant à définir des objectifs de politique publique pour l'éducation dans les langues minoritaires et l'enseignement de ces langues et à les atteindre**

30. Les États devraient adopter une politique d'éducation qui garantit le droit à l'éducation dans la langue maternelle et la mettre en œuvre à tous les niveaux, dans la mesure du possible. Une telle politique devrait inclure des normes minimales relatives à l'utilisation des langues minoritaires dans l'enseignement public, ainsi qu'un système intégré de suivi et d'évaluation.

31. Les États devraient tenir compte de la question de l'éducation dans les langues minoritaires dans leurs stratégies relatives à la réalisation de l'objectif de développement durable 4, qui consiste à assurer à tous une éducation équitable, inclusive et de qualité et des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie.

32. Les États ne devraient pas interpréter de manière restrictive les critères de faisabilité concernant l'utilisation des langues minoritaires dans l'enseignement public, telle qu'une demande suffisante en ce qui concerne l'éducation dans les langues minoritaires et l'enseignement de celles-ci, mais au contraire s'en servir activement comme d'un outil permettant de répondre aux besoins des minorités linguistiques, l'utilisation de la langue maternelle comme moyen d'instruction devant être accueillie le plus favorablement possible.

33. Les ressources financières ou autres formes de soutien destinées aux établissements d'enseignement privés doivent également être accordées, conformément au principe de non-discrimination, à ceux qui proposent une éducation dans les langues minoritaires ou qui comptent des minorités linguistiques.

34. Les États devraient prendre conscience des avantages à moyen et à long terme liés à l'intégration d'une approche de politique publique multilingue pour tous, promouvoir une telle approche et faire de sa mise en œuvre une priorité.

35. Les États devraient allouer les ressources nécessaires pour promouvoir et garantir l'éducation dans les langues minoritaires et l'enseignement de ces langues.

36. Les États devraient faire en sorte que les minorités puissent accéder aux services administratifs, juridiques et médicaux dans leurs langues.

37. Les États devraient encourager toutes les communautés linguistiques à dialoguer entre elles, de manière positive et ouverte, afin de promouvoir le respect, la tolérance et une meilleure compréhension et de prévenir ainsi les tensions et les conflits.

38. Les personnes dont la langue est majoritaire devraient également avoir la possibilité d'apprendre des langues minoritaires. Les bienfaits du multilinguisme, qui devraient intéresser aussi bien les communautés minoritaires que majoritaires, vont au-delà de ceux liés à la connaissance de langues internationales ou de langues considérées comme « prestigieuses ».

39. Les États devraient mettre l'éducation dans les langues minoritaires et l'enseignement de ces langues au service de l'inclusion sociale et de l'égalité, et lutter contre toute perception selon laquelle une telle approche menacerait la cohésion sociale et l'unité nationale.

40. Les États devraient prendre conscience du rôle essentiel que jouent les organisations de la société civile dans la revitalisation et la normalisation des langues minoritaires et systématiser et soutenir financièrement les bonnes pratiques que ces organisations ont mises au point en matière d'éducation dans les langues minoritaires.

## **V. Recommandations visant à promouvoir des pratiques efficaces pour l'éducation dans les langues minoritaires et l'enseignement de ces langues**

41. Les États devraient veiller à ce que les écoles qui enseignent dans des langues minoritaires reçoivent les ressources et le soutien voulus, de manière proportionnée, pour assurer une éducation de qualité, inclusive et équitable. Des mesures devraient être prises pour veiller à ce que le financement accordé permette de mettre en œuvre durablement les programmes d'éducation dans les langues minoritaires, y compris en finançant l'achat de manuels scolaires dans ces langues et le fonctionnement d'écoles qui utilisent ces langues.

42. Les États devraient prendre les mesures législatives et administratives voulues pour promouvoir une éducation dans les langues minoritaires qui soit efficace sur le plan pédagogique et qui tienne compte des compétences des élèves appartenant à des minorités.

43. Les États devraient former les enseignants aux méthodes de planification des cours dans différentes matières en fonction des besoins des apprenants de langues minoritaires. Les établissements scolaires sont encouragés à recruter des enseignants qui parlent des langues minoritaires.

44. Les États devraient élaborer et financer des programmes de formation et de perfectionnement des enseignants de langues minoritaires dans les écoles et les universités et promouvoir ces programmes auprès des communautés minoritaires.

45. Les États devraient veiller à ce que les enfants des communautés minoritaires vivant dans des zones rurales ou éloignées aient accès à l'éducation dans des langues minoritaires, notamment en améliorant les infrastructures et en fournissant des moyens de transport si nécessaire.

46. Les États devraient faire participer les minorités à l'élaboration de programmes pédagogiques et à la création de matériel adapté à leur langue et à leur culture et aux écoles qui les accueillent. Les parents et les enfants appartenant à des minorités devraient participer à la prise des décisions concernant l'éducation dans les langues minoritaires.

47. Des mécanismes de suivi et d'évaluation des programmes d'éducation dans les langues minoritaires et des systèmes d'établissement de rapports devraient être mis en place pour veiller à ce que ces programmes tiennent compte des besoins particuliers des élèves concernés.

48. Les États devraient veiller à ce que les élèves appartenant à une minorité puissent passer les épreuves scolaires dans leur principale langue d'enseignement.

49. Les élèves issus de minorités ayant reçu une instruction principalement dans leur langue maternelle dans des écoles publiques devraient pouvoir passer tout test d'admission à l'enseignement supérieur dans cette langue ou bénéficier d'un autre mécanisme d'admission, pour veiller à ce qu'ils ne soient pas injustement exclus de l'enseignement supérieur.

## **VI. Recommandations concernant l'éducation, les langues et l'autonomisation des femmes et des filles issues de minorités**

50. Les États devraient ratifier la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes ou y adhérer et veiller à ce que les femmes et des filles appartenant à des minorités bénéficient de la mise en œuvre de cet instrument, en particulier de l'article 10 et de l'alinéa e) de l'article 16.

51. Les États devraient prendre toutes les mesures législatives et administratives nécessaires pour garantir l'accès des femmes et des filles des communautés minoritaires à l'éducation dans les langues minoritaires et à l'enseignement de ces langues, compte tenu des formes multiples et croisées de marginalisation, de discrimination et d'exclusion dont elles font souvent l'objet en raison de leur sexe et de leur appartenance à une minorité.

52. Les États devraient prendre les mesures nécessaires pour soutenir le droit à l'éducation des femmes et des filles issues de minorités :

a) En élaborant des statistiques relatives à l'éducation, ventilées par sexe, en vue de sensibiliser les communautés minoritaires à l'importance du droit des filles à l'éducation dans leur langue maternelle ;

b) En recrutant et en formant des enseignants sensibilisés à la question de l'égalité des sexes et aux droits de l'enfant ;

c) En prenant des mesures spéciales dans le domaine de l'éducation en faveur des filles des minorités les plus défavorisées.

53. Les États devraient intégrer la question des femmes et des filles appartenant à des minorités dans leurs stratégies de mise en œuvre de l'objectif de développement durable 5 (égalité des sexes et autonomisation de toutes les femmes et les filles). Ils devraient prendre conscience de la contribution des langues et de l'éducation dans la langue maternelle à l'autonomisation des femmes et des filles des minorités et promouvoir ce type d'éducation.

54. Les États devraient veiller à ce que les programmes scolaires ne véhiculent pas de stéréotypes sur les minorités, notamment sur les femmes et les filles des minorités, en raison de leur appartenance ethnique et de leur sexe. Ils devraient promouvoir l'utilisation de matériel pédagogique adapté à l'âge et au sexe des élèves.

55. Les États devraient lutter contre la discrimination à l'égard des femmes et des filles appartenant à des minorités dans le domaine de l'éducation, en mettant particulièrement l'accent sur la dimension de genre propre à cette discrimination et sur les mesures à prendre pour y faire face.

56. Dans la mesure du possible, les États devraient réfléchir à l'élaboration d'une stratégie nationale qui inclurait des mesures visant à autonomiser les femmes et les filles des minorités, notamment grâce à l'éducation dans leur propre langue et à l'enseignement de celle-ci.

57. Les États devraient associer les femmes des minorités à la prise de décisions concernant l'éducation dans leur langue et l'enseignement de celle-ci.